



SQLI
Société anonyme
Au capital de 3.540.628,80 Euros
Siège social : 166, rue Jules Guesde
92300 Levallois Perret
RCS Nanterre 353 861 909

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2018

SOMMAIRE

I - Rapport semestriel d'activité

II - Comptes semestriels consolidés

Notes annexes

III – Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

IV – Attestation du responsable du Rapport financier semestriel

I - RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

1. Evénements importants du premier semestre

Le chiffre d'affaires consolidé du 1er semestre s'élève ainsi à 115,9 M€, en hausse de +13% (+1% à périmètre et taux de change constants).

La croissance a été portée par les prestations de développement de plateformes digitales, en France comme dans l'ensemble du réseau international qui représente désormais 63% de l'activité (52% au 1er semestre 2017). Le taux journalier moyen (TJM) s'élève à 467 €.

Cette montée en gamme provient de la position reconnue du Groupe SQLI comme agence européenne de référence dédiée à l'expérience digitale (source Forrester) et d'expert du commerce digital, grâce notamment à une maîtrise technologique des plateformes de référence (SAP Hybris, Magento, Salesforce, Oracle Commerce Cloud, etc.) indispensables au leadership numérique des grands comptes.

A l'international, le Groupe enregistre un chiffre d'affaires de 40,4 M€, en croissance de + 57% grâce à une solide dynamique organique (+6%) et à l'intégration réussie de STAR REPUBLIC (mai 2017) et OSUDIO (septembre 2017). L'international représente désormais 35% des facturations au 1er semestre 2018 contre 26% au 1er semestre 2017.

Les synergies croissantes entre l'activité commerciale des filiales internationales, l'expertise technologique des différentes entités du Groupe et les centres de services digitaux (nearshore et offshore) se sont matérialisées au 1er semestre avec notamment la mise en œuvre de plateformes pour Jotul, ArcelorMittal ou Fressnapf.

En France, le Groupe a enregistré une croissance organique de +7% en régions et un recul de 11% à Paris compte tenu de la forte tension sur les talents et d'une organisation en cours de transformation. Les premiers signes d'amélioration sont visibles dès la fin du semestre avec une forte diminution du turnover et une hausse continue du taux d'emploi.

Sous l'effet de la croissance, de l'amélioration continue de la productivité et des réductions des coûts enclenchées en 2017 et poursuivies en 2018, les indicateurs clés sont en amélioration sur le semestre : le turnover en France a été ramené à 22% et s'approche des standards actuels du secteur alors que le taux d'emploi est passé de 83,1% au 1er trimestre à 85,0% au 2ème trimestre 2018. Les charges de structures ont été réduites de 3 points en un an à 20% du chiffre d'affaires.

Le résultat opérationnel courant progresse ainsi de +15% pour atteindre 5,3 M€ et 4,6% du chiffre d'affaires. L'excellence opérationnelle des filiales prouve l'important potentiel d'amélioration de la rentabilité du Groupe. La marge opérationnelle courante dépasse ainsi 14% du chiffre d'affaires en Suisse et 9% en Europe du Nord.

L'Ebitda s'élève à 9,9 M€ sous l'effet de la mise en œuvre des nouvelles normes IFRS 9, 15 et 16.

Les autres charges opérationnelles (2,9 M€), incluent les charges de restructuration (1,0 M€) et de déménagement (0,9 M€). Le résultat opérationnel ressort ainsi à 2,4 M€, en croissance de +25%. Le Groupe confirme son ambition de réduire de façon sensible le montant annuel des charges non courantes (6,4 M€ en 2017).

Après prise en compte du coût de la dette (1,3 M€) et de la charge d'impôts (0,6 M€), le résultat net est de 0,4 M€.

La bonne gestion des flux de trésorerie d'exploitation (+2,1 M€ à fin juin 2018 contre -5,6 M€ à fin juin 2017) et le produit de l'émission de BSAAR (5,2 M€) ont permis de financer les investissements tout en poursuivant le remboursement des emprunts bancaires. Au

30 juin, le Groupe affiche ainsi un endettement financier net de 24,9 M€, en amélioration par rapport au 31 décembre 2017 (25,6 M€), pour des capitaux propres de 83,1 M€.

Fort de la dynamique du marché et des mesures internes engagées, SQLI table sur l'atteinte des objectifs annuels annoncés en juillet : un chiffre d'affaires de 240 M€, mixant une croissance à 2 chiffres par rapport à 2017 (212 M€) et la réalisation d'une opération ciblée de croissance externe, et un EBITDA supérieur à 23 M€.

Le Groupe sera ainsi sur la trajectoire du plan Move Up 2020 qui prévoit une croissance annuelle moyenne à 2 chiffres et un EBITDA supérieur à 14% (intégrant l'impact des normes IFRS 9, 15 et 16 dont l'impact à terme est estimé autour de 2%) à la fin du plan.

2. Description des principaux risques et des principales incertitudes pour les 6 mois restant de l'exercice

Les facteurs de risque tels que présentés dans le document de référence 2017 publié par la Société et déposé auprès de l'Autorité des Marchés le 26 avril 2018 sous le numéro n° D. 18-0422 n'ont pas subi d'évolution sensible à ce jour.

3. Principales transactions entre parties liées

Les accords conclus entre les parties liées ont été identifiés dans les états financiers consolidés du 31 décembre 2017 et figurent dans le document de référence 2017 déposé auprès de l'autorité des marchés financiers en date du 26 avril 2018.

II - COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDES



ETATS FINANCIERS CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMES

30 juin 2018

SOMMAIRE

- A. COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE ET ETAT DU RESULTAT GLOBAL
- B. ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE
- C. VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES
- D. TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES
- E. NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES INTERMEDIAIRES

A. COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

en milliers d'euros	Notes	30.06.2018 (1)	30.06.2017	31.12.2017
CHIFFRE D'AFFAIRES		115.929	102.599	211.960
Autres produits de l'activité	1)	2.316	2.596	5.958
Achats consommés		-1.104	-925	-2.126
Charges de personnel	2)	-71.836	-65.240	-133.733
Charges externes	3)	-33.989	-31.584	-65.696
Impôts et taxes		-1.827	-1.688	-3.182
Dotations nettes aux amortissements et aux provisions		-4.198	-1.158	-2.361
Autres produits et charges d'exploitation		20	29	59
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT		5.311	4.629	10.879
Dépréciation des écarts d'acquisition		-	-	-
Autres produits et charges opérationnels non courants	4)	-2.902	-2.706	-6.411
RESULTAT OPERATIONNEL		2.409	1.923	4.468
Produits (charges) de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		32	46	75
Coût de l'endettement financier brut		-1.306	-497	-1.448
COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	5)	-1.274	-451	-1.373
Autres produits et charges financiers	5)	-163	-83	60
RESULTAT AVANT IMPOT		972	1.389	3.155
Charge d'impôt	6)	-611	-386	-1.181
RESULTAT NET		361	1.003	1.974
avant résultat des activités arrêtées ou en cours de cession		361	1.003	1.974
Résultat des activités arrêtées ou en cours de cession		-	-	-
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		361	1.003	1.974
Dont :				
Part du groupe		361	1.003	1.974
Participations ne donnant pas le contrôle		-	-	-
Résultat net, part du groupe par action (en euros)	7)	0,09	0,26	0,51
Nombre moyen d'actions en circulation		4.050.437	3.808.690	3.846.859
Résultat net dilué, part du groupe par action (en euros)		0,09	0,24	0,46
Nombre moyen d'actions et BSA en circulation		4.164.988	4.232.920	4.246.793

(1) Les comptes au 30 juin 2018 sont établis conformément aux normes IFRS 9 et IFRS 15 et en appliquant par anticipation la norme IFRS 16 (utilisation de la méthode rétrospective simplifiée sans retraitement de l'exercice précédent).

ETAT DU RESULTAT GLOBAL

En milliers d'euros	30.06.2018	30.06.2017	31.12.2017
RESULTAT NET	361	1.003	1.974
Ecarts actuariels sur les régimes à prestations définies nets d'impôts	76	59	-27
Eléments qui ne seront pas reclassés en résultat	76	59	-27
Ecarts de conversion	-36	-199	-666
Eléments qui seront reclassés en résultat	-36	-199	-666
Total des éléments comptabilisés en capitaux propres	40	-140	-693
RESULTAT GLOBAL	401	863	1.281
Attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	0	0	0
Attribuable au groupe	401	863	1.281

B. ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE

ACTIF (en milliers d'euros)	Notes	30.06.2018	31.12.2017
		(1)	
Ecart d'acquisition	8)	84.329	86.054
Immobilisations incorporelles		3.842	3.238
Droits d'utilisation relatifs aux contrats de location	22)	30.701	-
Immobilisations corporelles		8.154	6.398
Immobilisations financières		5.159	5.214
Autres actifs non courants	12)	5.627	5.804
Impôts différés actif	9)	3.652	2.115
ACTIFS NON COURANTS		141.464	108.823
Créances clients et comptes rattachés	10)	59.319	59.610
Autres créances et comptes de régularisation	11)	34.396	46.264
Actif d'impôt exigible	12)	873	957
Trésorerie et équivalents trésorerie	13)	15.688	19.276
ACTIFS COURANTS		110.276	126.107
TOTAL DE L'ACTIF		251.740	234.930

PASSIF (en milliers d'euros)	Notes	30.06.2018	31.12.2017
		(1)	
Capital	14)	3.446	3.168
Primes		46.035	41.103
Réserves consolidées		33.270	32.294
Résultat consolidé		361	1.974
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE		83.112	78.539
Participations ne donnant pas le contrôle		-	-
CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES		83.112	78.539
Dettes financières à plus d'un an	17)	35.030	42.276
Obligations locatives à plus d'un an	22)	26.848	-
Provisions à long terme	19)	3.069	3.428
Impôts différés passif	9)	580	468
Autres passifs non courants	20)	14.896	15.884
PASSIFS NON COURANTS		80.423	62.056
Dettes financières à moins d'un an	17)	5.606	2.560
Obligations locatives à moins d'un an	22)	5.208	-
Provisions à court terme	19)	30	52
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		21.450	21.829
Autres dettes	21)	54.371	68.291
Passif d'impôt exigible		1.540	1.603
PASSIFS COURANTS		88.205	94.335
TOTAL DU PASSIF		251.740	234.930

(1) Les comptes au 30 juin 2018 sont établis conformément aux normes IFRS 9 et IFRS 15 et en appliquant par anticipation la norme IFRS 16 (utilisation de la méthode rétrospective simplifiée sans retraitement de l'exercice précédent).

C. VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

En milliers d'euros	Nombre d'actions	Capital	Primes	Réserves	Résultat de l'exercice	Ecart de conversion et écarts actuariels	Capitaux propres		
							Part du groupe	Intérêts minoritaires	Total
Situation au 31.12.2016	3 856 923	3 086	39 261	28 566	6 212	1 627	78 752		78 752
Affectation du résultat				2 794	-2 794				
Distribution de dividendes					-3 418		-3 418		-3 418
Exercice de BSAAR	42 211	33	633				666		666
Attribution de stock options			52				52		52
Auto contrôle			189				189		189
<i>Résultat du 1^{er} semestre</i>					1 003				
<i>Autres éléments du résultat global</i>						-140			
Résultat global du 1^{er} semestre					1 003	-140	863		863
Situation au 30.06.2017	3 899 134	3 119	40 135	31 360	1 003	1 487	77 104		77 104
Exercice de BSAAR	55 221	45	814				859		859
Plan épargne entreprise	5 183	4	156				160		160
Attribut. de stock options			70				70		70
Auto contrôle			-72				-72		-72
<i>Résultat du 2nd semestre</i>					971				
<i>Autres éléments du résultat global</i>						-553			
Résultat global du 2nd semestre					971	-553	418		418
Situation au 31.12.2017	3 959 538	3 168	41 103	31 360	1 974	934	78 539		78 539
Affectation du résultat				1 974	-1 974				
Distribution de dividendes									
Exercice de BSAAR et BSA	348 576	278	4 962				5 240		5 240
Attribution de stock options			108				108		108
Auto contrôle			-138				-138		-138
Impact des changements de méthode				-1.038			-1.038		-1.038
<i>Résultat du 1^{er} semestre</i>					361				
<i>Autres éléments du résultat global</i>						40			
Résultat global du 1^{er} semestre					361	40	401		401
Situation au 30.06.2018	4 308 114	3 446	46 035	32 296	361	974	83 112		83 112

D. TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

En milliers d'euros	30.06.2018	30.06.2017	31.12.2017
Résultat net de l'ensemble consolidé	361	1.003	1.974
Dotations nettes aux amortissements et provisions (1)	4.558	1.658	3.140
Autres charges (produits) calculés	169	51	197
Plus(moins)-valeurs de cession	-22	-29	-59
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier et impôt	5.066	2.683	5.252
Charge d'impôt (y compris impôts différés)	611	386	1.181
Coût de l'endettement financier	1.306	497	1.448
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier et impôt	6.983	3.566	7.881
Variation des clients	10.960	-3.469	-3.902
Variation des fournisseurs	-896	1.589	2.332
Variation des autres actifs et passifs courants	-13.265	-6.229	4.418
Impôt sur les sociétés payé (remboursé)	-1.646	-1.104	-2.556
Flux de trésorerie sur activités opérationnelles	2.136	-5.647	8.173
Acquisitions d'immobilisations	-3.803	-1.296	-3.607
Cessions d'immobilisations	289	99	162
Acquisitions de participations nettes de la trésorerie acquise	152	-6.787	-21.465
Flux de trésorerie sur activités d'investissement	-3.362	-7.984	-24.910
Augmentations de capital	5.240	666	1.685
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-	-	-3.147
Dividendes versés aux minoritaires	-130	-	-
Emissions d'emprunts	-	21.487	39.790
Acquisition (cession) de titres d'auto-contrôle	-138	189	117
Remboursement des emprunts	-4.272	-5.012	-5.361
Remboursement des dettes locatives	-2.006	-	-
Intérêts payés sur obligations locatives	-376	-	-
Intérêts payés	-1.070	-328	-1.094
Flux de trésorerie sur activités de financement	-2.752	17.002	31.720
Variation de trésorerie	-3.978	3.371	14.983
Trésorerie et équivalents de trésorerie au 1 ^{er} janvier	19.225	4.680	4.680
Impact des différences de change	-71	-84	-438
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	15.176	7.967	19.225

(1) A l'exclusion des provisions liées à l'actif circulant.

E. NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES INTERMEDIAIRES

Créé en 1990, SQLI est le partenaire de référence des entreprises dans la transformation digitale de leur parcours client et des services internes impactés par cette évolution. Son positionnement au confluent du marketing et de la technologie lui permet de répondre de façon globale aux enjeux de développement des ventes et de notoriété (marketing digital & social, expérience client, commerce connecté, data intelligence...) ainsi qu'aux enjeux de productivité et d'efficacité interne (digitalisation des opérations, entreprise collaborative, mobilité et objets connectés, CRM...).

SQLI SA est cotée sur NYSE Euronext Paris compartiment C (ISIN FR0011289040).

Les états financiers consolidés au 30 juin 2018 ont été arrêtés par le Conseil d'administration réuni le 24 septembre 2018.

1- Activité du semestre

Le chiffre d'affaires consolidé du 1^{er} semestre s'élève à 115,9 M€, en hausse de +13% par rapport au 1^{er} semestre 2017 (+1% à périmètre et taux de change constants).

La croissance a été portée par les prestations de développement des plateformes digitales, en France comme dans l'ensemble du réseau international qui représente désormais 63% de l'activité (52% au 1^{er} semestre 2017). Le taux journalier moyen (TJM) s'élève à 467 €.

Cette montée en gamme provient de la position reconnue du groupe SQLI comme agence européenne de référence dédiée à l'expérience digitale (source Forrester) et d'expert du commerce digital, grâce notamment à une maîtrise

technologique des plateformes de référence (SAP Hybris, Magento, Salesforce, Oracle Commerce Cloud, etc.) indispensables au leadership numérique des grands comptes.

A l'international, le groupe enregistre un chiffre d'affaires de 40,4 M€, en croissance de + 57% grâce à une solide dynamique organique (+6%) et à l'intégration réussie de STAR REPUBLIC (mai 2017) et OSUDIO (septembre 2017). L'international représente désormais 35% des facturations au 1^{er} semestre 2018 contre 26% au 1^{er} semestre 2017.

Les synergies croissantes entre l'activité commerciale des filiales internationales, l'expertise technologique des différentes entités du groupe et les centres de services digitaux (nearshore et offshore) se sont matérialisées au 1^{er} semestre avec notamment la mise en œuvre de plateformes pour Jotul, ArcelorMittal ou Fressnapf.

En France, le groupe a enregistré une croissance organique de +7% en régions et un recul de 11% à Paris compte tenu de la forte tension sur les talents et d'une organisation en cours de transformation. Les premiers signes d'amélioration sont visibles dès la fin du semestre avec une forte diminution du turn over et une hausse continue du taux d'emploi.

Sous l'effet de la croissance, de l'amélioration continue de la productivité et des réductions des coûts enclenchées en 2017 et poursuivies en 2018, les indicateurs clés sont en amélioration sur le semestre : le turn over en France a été ramené à 22% et s'approche des standards actuels du secteur alors que le taux d'emploi est passé de 83,1% au 1^{er} trimestre à 85,0% au 2^{ème} trimestre 2018. Les charges de structures ont été réduites de 3 points en un an à 20% du chiffre d'affaires.

Le résultat opérationnel courant progresse ainsi de +15% pour atteindre 5,3 M€ et 4,6% du chiffre d'affaires. L'excellence opérationnelle des filiales prouve l'important potentiel d'amélioration de la rentabilité du groupe. La marge opérationnelle courante dépasse ainsi 14% du chiffre d'affaires en Suisse et 9% en Europe du Nord.

L'EBITDA s'élève à 9,9 M€ sous l'effet de la mise en œuvre des nouvelles normes IFRS 9, 15 et 16.

Les autres charges opérationnelles (2,9 M€), incluent les charges de restructuration (1,0 M€) et de déménagement (0,9 M€). Le résultat opérationnel ressort ainsi à 2,4 M€, en croissance de +25%. Le groupe confirme son ambition de réduire de façon sensible le montant annuel des charges non courantes (6,4 M€ en 2017).

Après prise en compte du coût de la dette (1,3 M€) et de la charge d'impôts (0,6 M€), le résultat net est de 0,4 M€.

La bonne gestion des flux de trésorerie d'exploitation (+2,1 M€ à fin juin 2018 contre -5,6 M€ à fin juin 2017) et le produit de l'émission de BSAAR (5,2 M€) ont permis de financer les investissements tout en poursuivant le remboursement des emprunts bancaires. Au 30 juin, le groupe affiche ainsi un endettement financier net de 24,9 M€, en amélioration par rapport au 31 décembre 2017 (25,6 M€), pour des capitaux propres de 83,1 M€.

Fort de la dynamique du marché et des mesures internes engagées, SQLI table sur l'atteinte des objectifs annuels annoncés en juillet : un chiffre d'affaires de 240 M€, mixant une croissance à 2 chiffres par rapport à 2017 (212 M€) et la réalisation d'une opération ciblée de croissance externe, et un EBITDA supérieur à 23 M€.

Le groupe sera ainsi sur la trajectoire du plan Move Up 2020 qui prévoit une croissance annuelle moyenne à 2 chiffres et un EBITDA supérieur à 14% (intégrant l'impact des normes IFRS 9, 15 et 16 dont l'impact à terme est estimé autour de 2%) à la fin du plan.

2- Principes comptables

Les comptes consolidés du groupe SQLI sont établis selon les normes comptables internationales IAS/IFRS applicables au 30 juin 2018 telles qu'approuvées par l'Union Européenne. Le référentiel des normes comptables internationales IAS/IFRS est disponible sur le site internet de la commission européenne à l'adresse suivante : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm.

Pour les textes ayant une incidence sur les comptes consolidés du groupe SQLI, il n'y a pas de divergences entre le référentiel approuvé par l'Union Européenne et les normes et interprétations publiées par l'IASB.

Les comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2018 sont établis conformément à la norme IAS 34 "Information financière intermédiaire". A ce titre, ils doivent être lus conjointement avec les états financiers du 31 décembre 2017.

Les règles et méthodes comptables appliquées dans les états financiers semestriels sont identiques à celles utilisées dans les comptes consolidés au 31 décembre 2017, à l'exception des normes et interprétations adoptées par l'Union européenne applicables à compter du 1er janvier 2018 et décrites ci-après et de la norme IFRS 16 appliquée par anticipation.

a- Nouvelles normes et interprétations d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2018

IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients »

SQLI a adopté la norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients » selon la méthode rétrospective ajustée : les états financiers au 31 décembre 2017 ainsi que les périodes intermédiaires n'ont pas été retraités. Les retraitements liés à la première application d'IFRS 15 sont présentés ci-après.

IFRS 15 impose un modèle de reconnaissance unique du chiffre d'affaires en cinq étapes :

- 1- Identification du périmètre relatif au contrat ;
- 2- Identification des obligations de performance ;
- 3- Détermination du prix de la transaction ;
- 4- Affectation du prix de la transaction aux différentes obligations de performance ;
- 5- Comptabilisation du chiffre d'affaires lors du transfert du contrôle du bien ou du service au client.

Des divergences par rapport aux anciennes normes appliquées ont pu être identifiées ponctuellement, sur un nombre limité de contrats, au cours de l'analyse requise par chacune de ces étapes. Elles concernent en particulier la détermination des obligations de performance pour des contrats comprenant des éléments multiples, les coûts de démarrage, le mode de transfert du contrôle, les modifications contractuelles et la détermination du prix de la transaction (contrats intégrant des éléments de rémunérations variables comme des remises ou des pénalités).

Les retraitements significatifs concernent la comptabilisation des coûts de démarrage des contrats : leurs impacts sur les comptes consolidés du groupe sont présentés dans la note c- ci-après.

IFRS 9 « Instruments financiers »

La norme propose à compter du 1^{er} janvier 2018 de nouvelles dispositions quant à la classification et l'évaluation des actifs financiers basées sur le modèle de gestion de l'entreprise et des caractéristiques contractuelles des actifs financiers.

Les divergences par rapport aux anciennes normes appliquées concernent l'appréciation des pertes de valeur des actifs financiers. La norme IFRS 9 introduit en effet une approche prospective des pertes sur créances attendues. En termes de résultat, l'application de cette norme est de peu d'incidence dans la mesure où son application appréciée au 31 décembre 2016 et 31 décembre 2017, conduisent à la même analyse. Les impacts de cette norme sont décrits dans la note c- ci-après.

b- Application d'IFRS 16 « Contrats de location » par anticipation

Le groupe a choisi d'appliquer IFRS 16 « Contrats de location » par anticipation à compter du 1^{er} janvier 2018.

Le groupe est locataire de ses bureaux en France et à l'étranger et a souscrit des contrats de location entrant dans le champ d'application d'IFRS 16 pour la plupart de ses véhicules et équipements informatiques.

Précédemment chaque contrat de location était qualifié soit de location-financement, soit de location simple avec un traitement comptable propre à chaque catégorie. En application d'IFRS 16, tous les contrats de location sont désormais reconnus à l'actif par la constatation d'un droit d'utilisation et au passif par une dette correspondant à la valeur actualisée des paiements futurs. La durée de location est définie contrat par contrat et correspond à la période ferme de l'engagement en tenant compte des périodes optionnelles qui seront raisonnablement certaines d'être exercées.

La méthode de transition retenue consiste à comptabiliser l'effet cumulatif de l'application initiale comme un ajustement sur les capitaux propres d'ouverture en considérant que l'actif au titre du droit d'utilisation est égal au montant des obligations locatives, ajusté du montant des loyers payés d'avance et des avantages reçus des bailleurs. Le groupe a choisi de retraiter les loyers de tous les contrats entrant dans le champ d'application de la norme, quelle que soit la valeur de l'actif sous-jacent.

Seules les locations de courte durée (inférieure à 12 mois) et les contrats avec une durée résiduelle inférieure à 12 mois à compter du 1^{er} janvier 2018 ont été comptabilisés directement en charges.

c- Impacts de l'application des normes IFRS 9, 15 et 16 sur les comptes consolidés

Les impacts de la première application des normes IFRS 9, 15 et 16 sur le bilan d'ouverture sont les suivants :

ACTIF (en milliers d'euros)	31.12.2017	Impact IFRS 9	Impact IFRS 15	Impact IFRS 16	01.01.2018 Retraité
Ecarts d'acquisition	86.054				86.054
Immobilisations incorporelles	3.238				3.238
Droits d'utilisation relatifs aux contrats de location	-			30.758	30.758
Immobilisations corporelles	6.398				6.398
Immobilisations financières	5.214				5.214
Autres actifs non courants	5.804				5.804
Impôts différés actif	2.115	492		-179	2.428
ACTIFS NON COURANTS	108.823	492	-	30.579	139.894
Créances clients et comptes rattachés	59.610	-1.758	-1.510		56.342
Autres créances et comptes de régularisation	46.264		1.510		47.774
Actif d'impôt exigible	957				957
Trésorerie et équivalents trésorerie	19.276				19.276
ACTIFS COURANTS	126.107	-1.758	-	-	124.349
TOTAL DE L'ACTIF	234.930	-1.266	-	30.579	264.243

PASSIF (en milliers d'euros)	31.12.2017	Impact IFRS 9	Impact IFRS 15	Impact IFRS 16	01.01.2018 Retraité
Capital	3.168				3.168
Primes	41.103				41.103
Réserves consolidées	32.294	-1.266		228	31.256
Résultat consolidé	1.974				1.974
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE	78.539	-1.266	-	228	77.501
Participations ne donnant pas le contrôle	-				-
CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS	78.539	-1.266	-	228	77.501
Dettes financières à plus d'un an	42.276				42.276
Obligations locatives à plus d'un an	-			26.842	26.842
Provisions à long terme	3.428				3.428
Impôts différés passif	468				468
Autres passifs non courants	15.884				15.884
PASSIFS NON COURANTS	62.056	-	-	26.842	88.898
Dettes financières à moins d'un an	2.560				2.560
Obligations locatives à moins d'un an	-			4.046	4.046
Provisions à court terme	52				52
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	21.829			-367	21.462
Autres dettes	68.291			-170	68.121
Passif d'impôt exigible	1.603				1.603
PASSIFS COURANTS	94.335	-	-	3.509	97.844
TOTAL DU PASSIF	234.930	-1.266	-	30.579	264.243

Les impacts de la première application d'IFRS 16 sur le bilan d'ouverture sont :

- la comptabilisation des droits d'utilisation et des obligations locatives ;
- le reclassement des actifs et des dettes comptabilisés liés aux locations financement existantes au 31 décembre 2017 ;
- le reclassement des avantages incitatifs et loyers payés d'avance en augmentation des droits d'utilisation.

Par ailleurs, les étalements de franchises de loyers et participations des bailleurs aux travaux d'aménagement des locaux, pratiqués lors des exercices antérieurs deviennent sans objet.

Les tableaux suivants présentent les données 2018 si le groupe avait continué à appliquer le référentiel des normes applicables en 2017 :

Impacts sur le compte de résultat consolidé au 30 juin 2018

en milliers d'euros	30.06.2018 Référentiel 2018	Impact IFRS 9	Impact IFRS 15	Impact IFRS 16	30.06.2018 Référentiel 2017
CHIFFRE D'AFFAIRES	115.929		-333		115.596
Charges de personnel	-71.836		333		-71.503
Charges externes	-33.989			-3.420	-37.409
Dotations nettes aux amortissements et aux provisions	-4.198	-103		3.211	-1.090
Autres produits et charges du résultat opérationnel courant	-595				-595
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	5.311	-103	-	-209	4.999
Autres produits et charges opérationnels non courants	-2.902				-2.902
RESULTAT OPERATIONNEL	2.409	-103	-	-209	2.097
COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	-1.274			365	-909
Autres produits et charges financiers	-163				-163
RESULTAT AVANT IMPOT	972	-103	-	156	1.025
Charge d'impôt	-611	29		-44	-626
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	361	-74	-	112	399

Impacts sur le bilan consolidé au 30 juin 2018

ACTIF (en milliers d'euros)	30.06.2018 Référentiel 2018	Impact IFRS 9	Impact IFRS 15	Impact IFRS 16	30.06.2018 Référentiel 2017
Ecart d'acquisition	84.329				84.329
Immobilisations incorporelles	3.842				3.842
Droits d'utilisation relatifs aux contrats de location	30.701			-30.701	-
Immobilisations corporelles	8.154			286	8.440
Immobilisations financières	5.159				5.159
Autres actifs non courants	5.627				5.627
Impôts différés actif	3.652	-463		135	3.324
ACTIFS NON COURANTS	141.464	-463	-	-30.280	110.721
Créances clients et comptes rattachés	59.319	1.655	1.177		62.151
Autres créances et comptes de régularisation	34.396		-1.177		33.219
Actif d'impôt exigible	873				873
Trésorerie et équivalents trésorerie	15.688				15.688
ACTIFS COURANTS	110.276	1.655	-	-	111.931
TOTAL DE L'ACTIF	251.740	1.192	-	-30.280	222.652

PASSIF (en milliers d'euros)	30.06.2018 Référentiel 2018	Impact IFRS 9	Impact IFRS 15	Impact IFRS 16	30.06.2018 Référentiel 2017
Capital	3.446				3.446
Primes	46.035				46.035
Réserves consolidées	33.270	1.266		-228	34.308
Résultat consolidé	361	-74		112	399
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE	83.112	1.192	-	-116	84.188
Participations ne donnant pas le contrôle	-				-
CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS	83.112	1.192	-	-116	84.188
Dettes financières à plus d'un an	35.030			157	35.187
Obligations locatives à plus d'un an	26.848			-26.848	-
Provisions à long terme	3.069				3.069
Impôts différés passif	580				580
Autres passifs non courants	14.896				14.896
PASSIFS NON COURANTS	80.423	-	-	-26.691	53.732
Dettes financières à moins d'un an	5.606			150	5.756
Obligations locatives à moins d'un an	5.208			-5.208	-
Provisions à court terme	30				30
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	21.450			1.438	22.888
Autres dettes	54.371			147	54.518
Passif d'impôt exigible	1.540				1.540
PASSIFS COURANTS	88.205	-	-	-3.473	84.732
TOTAL DU PASSIF	251.740	1.192	-	-30.280	222.652

Impact sur le tableau des flux de trésorerie consolidé au 30 juin 2018

En milliers d'euros	30.06.2018 Référentiel 2018	Impact IFRS 9	Impact IFRS 15	Impact IFRS 16	30.06.2018 Référentiel 2017
Résultat net de l'ensemble consolidé	361	-74	-	112	399
Dotations nettes aux amortissements et provisions	4.558			-3.211	1.347
Autres charges (produits) calculés	169				169
Plus(moins)-valeurs de cession	-22				-22
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier et impôt	5.066	-74	-	-3.099	1.893
Charge d'impôt (y compris impôts différés)	611	-29		44	626
Coût de l'endettement financier	1.306				1.306
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier et impôt	6.983	-103	-	-3.055	3.825
Variation des clients	10.960	103	-1.177		9.886
Variation des fournisseurs	-896			1.071	175
Variation des autres actifs et passifs courants	-13.265		1.177	-387	-12.475
Impôt sur les sociétés payé (remboursé)	-1.646				-1.646
Flux de trésorerie sur activités opérationnelles	2.136	-	-	-2.371	-235
Flux de trésorerie sur activités d'investissement	-3.362	-	-	-	-3.362
Augmentations de capital	5.240				5.240
Dividendes versés aux minoritaires	-130				-130
Acquisition (cession) de titres d'auto-contrôle	-138				-138
Remboursement des emprunts	-4.272				-4.272
Remboursement des dettes locatives	-2.006			2.006	-
Intérêts payés sur obligations locatives	-376			376	-
Intérêts payés	-1.070			-11	-1.081
Flux de trésorerie sur activités de financement	-2.752	-	-	2.371	-381
Variation de trésorerie	-3.978	-	-	-	-3.978
Trésorerie et équivalents de trésorerie au 1 ^{er} janvier	19.225				19.225
Impact des différences de change	-71				-71
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	15.176	-	-	-	15.176

3- Estimations et jugements

Pour l'établissement des états financiers consolidés en conformité avec IAS 34, le groupe doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent la valeur comptable des éléments d'actif et de passif, des produits et des charges, ainsi que les informations données dans certaines notes de l'annexe.

La direction évalue ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations. Les résultats futurs sont susceptibles de différer sensiblement en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes.

Ces estimations concernent principalement la reconnaissance du chiffre d'affaires sur les contrats au forfait, la constatation d'impôts différés actifs, les tests de valeur sur les actifs, le calcul des engagements de retraite et autres avantages à long terme, l'appréciation des clauses de complément de prix et les provisions courantes et non courantes.

Le groupe estime qu'il existe un risque sur les crédits d'impôt recherche calculés dans le cadre des programmes de recherche et développement et considère la consistance de ces actifs acquise au terme d'un délai de 3 ans. Le groupe appréhende ce risque par la constatation d'une provision pour dépréciation ou pour risque quand les crédits d'impôt ont été imputés ou remboursés. Cette provision est égale à 30% du montant des crédits d'impôt générés.

4- Périmètre de consolidation

Sociétés consolidées	Siège	30/06/2018		31/12/2017	
		% de contrôle	% d'intérêts	% de contrôle	% d'intérêts
SQLI SA	Levallois-Perret (92)			Société consolidante	
SQLI SUISSE SA	Lausanne (Suisse)	100 %	100 %	100 %	100 %
ABCIAL SAS	Levallois-Perret (92)	100 %	100 %	100 %	100 %
SQLI MAROC SA	Rabat (Maroc)	100 %	100 %	100 %	100 %
CLEAR VALUE SAS	Levallois-Perret (92)	100 %	100 %	100 %	100 %
SQLI LUXEMBOURG SA	Luxembourg (Lux)	100 %	100 %	100 %	100 %
EOZEN FRANCE SAS	Levallois-Perret (92)	100 %	100 %	100 %	100 %
ICONEWEB MULTIMEDIA MAROC SARL	Casablanca (Maroc)	100 %	100 %	100 %	100 %
SQLI BELGIUM SA	Diegem (Belgique)	100 %	100 %	100 %	100 %
SQLI SA	Strassen (Luxembourg)	100 %	100 %	100 %	100 %
ASTON INSTITUT SARL	Levallois-Perret (92)	100 %	100 %	100 %	100 %
WAX DESIGN SA	Sint-Martens-Latem (Belgique)	100 %	100 %	100 %	100 %
GEIE ICE	Blagnac (31)	25 %	100 % (1)	25 %	100 % (1)
WAX INTERACTIVE SAS	Levallois-Perret (92)	100 %	100 %	100 %	100 %
WAX INTERACTIVE LILLE SAS	Levallois-Perret (92)	100 %	100 %	100 %	100 %
ECOMMERCE4U SARL	Levallois-Perret (92)	100 %	100 %	100 %	100 %
SQLI LTD	Londres (Royaume Uni)	100 %	100 %	100 %	100 %
SQLI PROPRIETARY LTD	Le Cap (Afrique du Sud)	100 %	100 %	100 %	100 %
STAR REPUBLIC AB	Göteborg (Suède)	100 %	100 %	100 %	100 %
OSUDIO HOLDING BV	Heerlen (Pays-Bas)	100 %	100 %	100 %	100 %
SOFTLUTION NEDERLAND BV	Eindhoven (Pays-Bas)	100 %	100 %	100 %	100 %
OSUDIO SOFTLUTION SPAIN SL	Valence (Espagne)	100 %	100 %	100 %	100 %
OSUDIO NORDICS APS	Copenhague (Danemark)	100 %	100 %	100 %	100 %
OSUDIO BELGIUM NV	Diepenbeek (Belgique)	100 %	100 %	100 %	100 %
OSUDIO NEDERLAND BV	Amsterdam (Pays-Bas)	100 %	100 %	100 %	100 %
OSUDIO DEUTSCHLAND GMBH	Dortmund (Allemagne)	100 %	100 %	100 %	100 %

(1) Pour l'activité réalisée par SQLI.

5- Eléments d'information sur le bilan ou le compte de résultat

1) Autres produits

	30.06.2018	30.06.2017	31.12.2017
Crédits d'impôt recherche	877	920	1.805
CICE	737	983	1.996
Subventions d'exploitation	63	81	377
Refacturations des frais et autres produits	227	215	826
Transferts de charges	412	397	954
Total	2.316	2.596	5.958

Le montant des crédits d'impôt recherche au 1^{er} semestre 2018 tient compte du CIR de la période (1.253 K€) diminué de sa dépréciation à 30% (376 K€).

2) Charges de personnel et effectif

	30.06.2018	30.06.2017	31.12.2017
Salaires et traitements	52.725	47.258	96.799
Charges sociales	19.110	17.982	36.934
Charges de personnel	71.835	65.240	133.733
Provision pour indemnités de départ à la retraite et autres avantages au personnel	133	172	120
TOTAL	71.968	65.412	133.853
Effectif moyen hors stagiaires	2.195	2.112	2.167
Effectif au 1 ^{er} janvier hors stagiaires	2.272	2.020	2.020
Mouvements de périmètre	-	68	228
Augmentation (diminution)	-124	35	24
Effectif à la clôture hors stagiaires	2.148	2.123	2.272

3) Charges externes

	30.06.2018	30.06.2017	31.12.2017
Sous-traitance générale	25.120	20.500	42.978
Locations et charges locatives	1.334	3.769	8.128
Entretiens et réparations	720	628	1.293
Primes d'assurance	369	268	581
Divers documentation	266	310	604
Honoraires et personnel extérieur à l'entreprise	2.030	2.491	4.918
Publicité, relations publiques	710	397	890
Transport de biens	18	57	68
Déplacements, missions et réceptions	2.236	2.307	4.565
Frais postaux et télécommunications	648	538	1.111
Services bancaires	135	120	240
Autres services extérieurs	403	199	320
Total	33.989	31.584	65.696

4) Autres produits et charges opérationnels non courants

	30.06.2018	30.06.2017	31.12.2017
Coûts de restructuration	-994	-1.247	-2.324
Coûts des déménagements	-883	-891	-1.109
Frais d'acquisition dans le cadre de regroupements d'entreprises	-310	-391	-1.460
Autres transactions relatives à des accords et contentieux	-611	-125	-1.396
Attribution de stocks options et actions gratuites	-108	-52	-122
Total	-2.902	-2.706	-6.411

Les coûts de restructuration comprennent principalement les coûts engendrés par le départ de certains managers du groupe.

Des coûts complémentaires liés aux acquisitions SQLI UK, STAR REPUBLIC et OSUDIO ont été supportés à hauteur de 310 K€.

Les conséquences des litiges et contentieux sont essentiellement constituées des pertes liées à des litiges commerciaux (478 K€).

5) Coût de l'endettement financier net

	30.06.2018	30.06.2017	31.12.2017
Revenus des prêts et créances	31	12	30
Produits nets sur cessions de VMP	1	34	45
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	32	46	75
Charges d'intérêts	-724	-434	-1.186
Charges d'intérêts sur obligations locatives	-376	-	-
Commissions de financement affacturage	-74	-27	-99
Instrument de couverture de taux des emprunts	-132	-36	-163
Coût de l'endettement financier brut	-1.306	-497	-1.448
Coût de l'endettement financier net	-1.274	-451	-1.373

Les différences de change sur éléments financiers et le résultat de l'actualisation des créances et dettes à long terme sont présentés sur la ligne « Autres produits et charges financiers » :

	30.06.2018	30.06.2017	31.12.2017
Différences de change	-195	-59	76
Actualisation des prêts et dettes à long terme	32	-24	-16
Autres produits et charges financiers	-163	-83	60

6) Charge d'impôt

	30.06.2018	30.06.2017	31.12.2017
Impôts différés	-1.161	-1.080	-1 701
Impôts exigibles	1.772	1.466	2 882
<i>Dont CVAE</i>	<i>720</i>	<i>813</i>	<i>1 486</i>
Charge d'impôt (crédit si négatif)	611	386	1 181

a) Intégration fiscale

La société SQLI, tête de groupe, et ses filiales françaises ABCIAL, CLEAR VALUE, EOZEN France, ASTON INSTITUT, WAX INTERACTIVE, NAXEO et ECOMMERCE4U constituent un groupe fiscal intégré pour l'exercice 2018.

b) Preuve d'impôt

	30.06.2018	30.06.2017	31.12.2017
Résultat consolidé avant impôt	972	1.389	3 155
Taux d'impôt théorique	28%	33,1/3%	33,1/3%
Charge d'impôt théorique	272	463	1 052
Effet des différences permanentes	-614	-249	-188
Effet des retraitements de consolidation sans incidence sur l'impôt	72	26	811
Effet des différentiels de taux mère/fille et du report variable	515	-102	-607
Effet des déficits reportables	117	5	-144
Effet des impôts sans base et des crédits d'impôts	-270	-299	-734
Effet du classement de la CVAE en impôt	519	542	991
Charge d'impôt effectif	611	386	1 181
Taux d'impôt effectif	62,8%	27,8%	37,4%

7) Résultat par action

Le numérateur utilisé pour le calcul du résultat de base et du résultat dilué par action est le résultat net part du groupe du semestre soit 361 K€.

Le nombre moyen pondéré utilisé au dénominateur est de 4.050.437 actions pour le résultat par action. Le nombre d'actions diluées ressort à 4.164.988 au 30 juin 2018.

	31.12.2017	Variation du semestre	30.06.2018
Nombre d'actions émises	3.959.538	348.576	4.308.114
Nombre d'actions auto-détenues	-56.085	-3.265	-59.350
Nombre d'actions émises hors actions auto-détenues	3.903.453	345.311	4.248.764
Nombre d'actions moyen de la période hors actions auto détenues	3.846.859	203.578	4.050.437
Effets dilutifs :			
BSAAR	251.912	-251.912	-
Stocks options	20.319	-11.696	8.623
BSA	108.569	-24.079	84.490
Actions gratuites	19.132	2.305	21.437
Nombre d'action moyen après dilution	4.246.793	-81.805	4.164.988

8) Ecart d'acquisition

	31.12.2017	Acquisition Cession	Correction de valeur	Dépréciation de la période	30.06.2018
France	42.962				42.962
Europe du Nord	47.779		-1.725		46.054
Autres	2.041				2.041
Valeurs brutes	92.782		-1.725		91.057
Amt France	-4.119				-4.119
Amt Europe du Nord	-2.609				-2.609
Amt Autres	-				-
Valeurs nettes	86.054		-1.725		84.329

Les écarts d'acquisition font l'objet de tests de dépréciation au minimum une fois par an au 31 décembre de chaque année et dès qu'il existe un indice de perte de valeur. Les indices de perte de valeur retenus par le groupe concernent notamment l'évolution du chiffre d'affaires, la rentabilité opérationnelle traduite par le résultat opérationnel courant et/ou le niveau du taux d'emploi des collaborateurs.

Le chiffre d'affaires et la rentabilité opérationnelle courante de l'UGT France présentent des indices de perte de valeur au 30 juin 2018. Un test de dépréciation de cette UGT a été en conséquence réalisé.

Ces tests de dépréciation se fondent sur la valeur d'utilité des unités génératrices de trésorerie (UGT), déterminée sur la base des flux de trésorerie futurs actualisés, nécessitant l'utilisation d'hypothèses et d'estimations. Une dépréciation est comptabilisée si la valeur recouvrable est inférieure à la valeur au bilan. Cette valeur recouvrable correspond à la plus élevée entre la juste valeur nette des frais de cession et la valeur d'utilité. Le groupe analyse les valeurs des écarts d'acquisition sur la base des UGT géographiques qui correspondent aux segments opérationnels définis dans le document de référence 2017 déposé auprès de l'autorité des marchés financiers en date du 26 avril 2018.

Les hypothèses retenues pour les tests réalisés sur l'UGT France au 30 juin 2018 sont les suivantes :

- Durée des projections : 4 ans
- Modalités des projections : budget 2018 et base budgétaire 2019-2021 révisés
- Taux d'actualisation après impôt : 9,5% (identique 31/12/2017)
- Taux de croissance à l'infini : 1,5% (identique 31/12/2017)
- Taux de croissance du chiffre d'affaires : budget révisé en 2018, 5% sur la période 2019-2021
- Taux d'EBIT : progression régulière pour atteindre un taux normatif en 2021 (7%)

Au regard de ces tests, aucune dépréciation n'a été constatée.

Tests de sensibilité

Les tests réalisés ne sont pas sensibles à une variation raisonnable du taux d'actualisation ou du taux de croissance à l'infini. Ils ont également été réalisés dans les cas suivants :

- Diminution de 1 point des hypothèses de croissance du chiffre d'affaires 2019-2021 ;
- Diminution de 1 point des hypothèses d'EBIT normatif ;
- Diminution combinée de 1 point des hypothèses de croissance du chiffre d'affaires 2019-2021 et de 1 point des hypothèses d'EBIT normatif.

Dans aucune de ces hypothèses, une dépréciation complémentaire ne serait constatée.

9) Impôts différés

	30.06.2018		31.12.2017	
	Bases	Impôt différé	Bases	Impôt différé
Avantages au personnel	2.095	556	2.050	501
Déficits fiscaux	10.143	2.840	6.931	1.941
Instruments de couverture	173	48	112	28
Amortissements dérogatoires	-998	-282	-839	-216
Frais d'émission d'emprunts	-442	-124	-516	-129
Etalement des franchises de loyers	-	-	537	134
Amortissements des portefeuilles clients	-2.559	-628	-2.095	-515
Dotations aux provisions en franchise d'impôt	-260	-59	-257	-58
Dotations pour dépréciation des créances selon IFRS9	1.655	463	-	-
Retraitement des contrats de location selon IFRS16	1.327	371	-	-
Autres	-342	-113	-117	-39
Impôts différés Actif (Passif) nets		3.072		1.647
Impôts différés actif		3.652		2.115
Impôts différés passif		-580		-468

10) Créances clients et comptes rattachés

	30.06.2018	31.12.2017
Créances clients	41.280	44.251
En-cours de production	22.268	18.436
Valeur brute	63.548	62.687
Provisions à l'ouverture	-3.077	-2.253
Dotation	-	-862
Reprise	607	25
Mouvements de périmètre	-	-1
Impact des changements de méthode	-1.758	-
Incidence des variations des taux de change	-1	14
Provisions à la clôture	-4.229	-3.077
<i>Dont :</i> Provisions sur créances clients	-4.229	-3.077
Provisions sur en-cours de production	-	-
Valeur nette	59.319	59.610

Les en-cours de production correspondent aux prestations réalisées et non encore facturées. La valeur actuelle des créances clients n'est pas différente de leur valeur comptable.

Le groupe a adopté une politique d'externalisation de la gestion de ses créances clients pour la France, couvrant tant les domaines de l'assurance-crédit, que la gestion des relances et le refinancement par mobilisation de celles-ci. Elles sont cédées dans le cadre d'une convention d'affacturage. Sauf exception, 100% des créances clients sont cédées au factor et figurent sous la rubrique « Autres créances » Cf. note 4) infra. Ce poste est intégralement mobilisable.

11) Autres créances et comptes de régularisation

	30.06.2018			31.12.2017		
	Total	-1 an	+ 1 an	Total	-1 an	+ 1 an
Créances sociales	2.729	2.729		5.061	5.061	
Créances fiscales hors impôt sur les sociétés	14.564	14.564		12.897	12.897	
Créances cédées (Réserves auprès du factor)	11.721	11.721		25.262	25.262	
Charges constatées d'avance	4.075	4.075		2.584	2.584	
Autres créances	1.307	1.307		460	460	
Valeur nette	34.396	34.396	-	46.264	46.264	-
Provision à l'ouverture				-131	-131	
Dotation						
Reprise				131	131	
Provision à la clôture	-	-	-	-	-	-
<i>Dont provisions sur autres créances</i>	-	-	-	-	-	-
Valeur nette	34.396	34.396	-	46.264	46.264	-

12) Actifs d'impôts

	30.06.2018			31.12.2017		
	Total	-1 an	+ 1 an	Total	-1 an	+ 1 an
Etat, crédits d'impôt recherche	6.860	360	6.500	5.607	360	5.247
Etat, CICE	1.077		1.077	2.131		2.131
Etat, acomptes d'impôt sur les sociétés et autres crédits d'impôt	513	513		597	597	
Valeur brute	8.450	873	7.577	8.335	957	7.378
Provision à l'ouverture	-1.574		-1.574	-1.343		-1.343
Dotation	-376		-376	-763		-763
Reprise	-		-	532		532
Provision à la clôture	-1.950	-	-1.950	-1.574	-	-1.574
Valeur nette	6.500	873	5.627	6.761	957	5.804

Les dépenses engagées par le groupe au 1^{er} semestre 2018 dans le cadre d'un programme de recherche et développement répondant aux critères d'éligibilité au crédit d'impôt recherche ont généré une créance d'impôt constatée à l'actif du bilan et estimée à 1.253 K€.

A titre prudentiel, une provision non déductible a été dotée sur cet actif dont la consistance n'est pas définitivement acquise. Cette provision représente 30% de la créance fiscale et figure au compte de résultat sur la même ligne que le crédit d'impôt.

Les provisions constituées sur le CIR sont maintenues jusqu'au terme d'un délai de 3 ans, nonobstant les remboursements effectifs intervenus entre temps.

Les créances de CICE 2014 à 2017 ont été cédées à La Banque Postale (6 703 K€) en contrepartie d'un préfinancement à hauteur de 6.541 K€. Ces cessions ont été considérées comme déconsolidantes et les créances cédées ont été sorties du bilan.

13) Trésorerie et équivalents trésorerie

	30.06.2018	31.12.2017
Disponibilités	15.375	18.963
Parts de SICAV, de FCP monétaires et garantis, comptes à terme, BMTN	313	313
Trésorerie et équivalents au bilan	15.688	19.276

Le rapprochement entre le montant de la trésorerie et équivalents de trésorerie apparaissant au bilan et le montant de la trésorerie nette figurant dans le tableau de variation de trésorerie s'établit de la façon suivante :

	30.06.2018	31.12.2017
Trésorerie et équivalents	15.688	19.276
Découverts bancaires	-512	-51
Trésorerie nette du tableau de variation de la trésorerie	15.176	19.225

14) Capital

Au 30 juin 2018, le capital de la société SQLI est composé de 4.308.114 actions d'une valeur nominale de 0,80 €, d'une seule catégorie, chacune entièrement libérée.

	Nombre d'actions	Valeur nominale	Capital social
Capital au 31 décembre 2017	3.959.538	0,80	3.168
Actions nouvelles créées au cours du semestre suite à l'exercice de 3.422.260 BSAAR	342.226	0,80	273
Actions nouvelles créées au cours du semestre suite à l'exercice de 6.350 BSA	6.350	0,80	5
Capital au 30 juin 2018	4.308.114	0,80	3.446

15) Instruments dilutifs

Date d'émission	30.06.2018		31.12.2017	
	Nombre de bons/options restant à exercer	Nombre d'actions potentielles	Nombre de bons/options restant à exercer	Nombre d'actions potentielles
BSAAR	-	-	3.574.437	357.444
BSA	192.534	192.534	198.884	198.884
Stocks options	12.650	12.650	12.650	12.650
Stocks options	27.000	27.000	27.000	27.000
Actions gratuites	21.437	21.437	21.437	21.437
Total	253.621	253.621	3.834.408	617.415

3.422.260 BSAAR ont été exercés au cours du semestre et ont donné droit à la souscription de 342.226 actions nouvelles SQLI au prix de 15 € par action. 152.177 BSAAR ont été annulés suite à l'expiration du plan d'attribution le 20 avril 2018.

6.350 BSA ont été exercés et ont donné droit à la souscription de 6.350 actions nouvelles SQLI au prix de 19,90 € par action.

Le Conseil d'Administration du 22 février 2017 a consenti 28 000 options d'achat d'actions (stocks options) ainsi que 22 437 actions gratuites au bénéfice de membres du personnel salarié et des dirigeants mandataires sociaux.

La juste valeur des stocks options et actions gratuites attribuées a été estimée à 594 K€. Cette valeur constitue une charge constatée dans le résultat non courant du groupe et étalée pendant toute la période d'acquisition des droits à exercer soit jusqu'au 31 décembre 2020. Cette charge s'élève à 108 K€ au 1^{er} semestre 2018.

16) Actions SQLI auto-détenues

Aux termes de la résolution prise par l'assemblée générale mixte du 22 juin 2018, SQLI a reconduit le programme de rachat de ses propres actions dont les objectifs, par ordre de priorité décroissant, sont : i) l'animation du marché ou de la liquidité de l'action, ii) l'achat pour la conservation et la remise ultérieure en échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe, iii) l'attribution d'actions aux salariés et iv) l'annulation éventuelle de celles-ci.

Ce programme expire lors de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018. Il stipule un prix d'achat unitaire maximum de 70 € et un prix de vente unitaire minimum de 10 €. Il est organisé dans le cadre d'un contrat de liquidité conclu avec la Financière d'Uzès et un contrat conclu avec la société CACEIS.

	30.06.2018			31.12.2017		
	Nombre d'actions	Prix unitaire	Valeur (K€)	Nombre d'actions	Prix unitaire (€)	Valeur (K€)
Actions auto-détenues au 1 ^{er} janvier	56 085	27,346	1 534	78 617	20,999	1 651
Acquisitions	5 265	34,551	182	12 727	40,488	515
Cessions	-2 000	22,390	-45	-35 259	18,940	-667
Plus (moins) value de cession			1			35
Actions auto-détenues à la clôture	59 350	28,174 €	1 672	56 085	27,346 €	1 534

17) Endettement financier

	30.06.2018	31.12.2017
--	------------	------------

Emprunts auprès des établissements de crédit	34.878	42.050
Retraitement des contrats de crédit-bail	-	226
Valorisation des instruments de couverture de taux	152	-
Passifs non courants	35.030	42.276
Emprunts auprès des établissements de crédit	4.882	1.895
Retraitement des contrats de crédit-bail	-	173
Dépôts de garantie reçus	21	21
Concours bancaires courants	512	51
Intérêts courus non échus	168	308
Valorisation des instruments de couverture de taux	23	112
Passifs courants	5.606	2.560
Total de l'endettement financier brut	40.636	44.836
A déduire :		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-15.688	-19.276
Endettement financier net (trésorerie nette de l'endettement)	24.948	25.560

Emprunts auprès des établissements de crédit

Afin de financer son programme d'investissement, SQLI a souscrit les emprunts suivants dont un contrat de crédits de 33 M€ auprès de BNP Paribas et un pool bancaire :

Banque	Nominal	Mise à disposition	Durée	Taux de la période	31.12.2017	Souscription Tirage	Remboursement	30.06.2018
BPIFrance	2,5 M€	11/2014	7 ans	2,84%	2.000		-250	1.750
BPIFrance	2,5 M€	11/2014	10 ans	4,43%	2.500		-179	2.321
BPIFrance	5 M€	03/2017	7 ans	1,57%	5.000			5.000
BPIFrance	2 M€	03/2017	7 ans	1,57%	2.000			2.000
BNP	33 M€	03/2017	7 ans	EUR 12 +3,15%	7.864			7.864
BNP	33 M€	05/2017	6 ans	EUR 3 +2,30% (1)	6.881		-1.050	5.831
BNP	33 M€	09/2017	6 ans	EUR 3 +2,30% (1)	17.694		-2.700	14.994
					43.939	-	-4.179	39.760

(1) Marge applicable de 2,30% à 1,25% en fonction du ratio Dettes Financières Nettes / EBITDA consolidé

Le contrat de crédits de 33 M€ comporte plusieurs cas d'exigibilité anticipée parmi lesquels le non-respect des ratios financiers suivants :

R2 = Dettes Financières Nettes / EBITDA consolidé :

	31.12.2018	31.12.2019	31.12.2020	31.12.2021
R2 <	3,00x	2,75x	2,50x	2,25x

R4 = Dettes Financières Nettes / Capitaux Propres < 1 pour chacun des exercices 2018 à 2021.

Ces ratios seront à respecter au 31 décembre 2018.

En garantie de ses obligations de remboursement des crédits de 33 M€ accordés, SQLI a consenti à la BNP un nantissement de la totalité des actions de la société STAR REPUBLIC et OSUDIO HOLDING BV.

SQLI a par ailleurs contracté une couverture de taux pour se protéger des fluctuations des taux variables sur la durée de remboursement du contrat de crédits de 33 M€. La société a opté pour un taux fixe.

18) Analyse de la dette financière brute par échéance

	30.06.2018	31.12.2017
Exigible à moins d'un an	5.606	2.560
Exigible à plus d'un an et moins de cinq ans	25.533	26.105
Exigible à plus de cinq ans	9.497	16.714
Total	40.636	44.836

19) Provisions

	31.12.2017	Impact des variations des taux de change et des écarts actuariels	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	30.06.2018
Crédits d'impôt recherche	344					344
Indemnités de départ à la retraite	1.307	15	91			1.413
Contrats de prévoyance suisses	744	-105	42			681
Litiges prud'homaux et sociaux	183		91	-13		261
Litiges commerciaux	150		70	-50		170
Autres	700			-500		200
Provisions à long terme	3.428	-90	294	-563		3.069
Pertes à terminaison	52		30	-52		30
Provisions à court terme	52	-	30	-52		30
Total	3.480	-90	324	-615		3.099

Les indemnités de départ à la retraite (1.413 K€) sont calculées sur la base des mêmes hypothèses que celles utilisées au 31 décembre 2017 à l'exception du taux d'actualisation :

- l'estimation est effectuée sur la base d'un départ à la retraite à l'initiative du salarié ;
- l'âge de départ à la retraite est fixé à 65 ans ;
- la table de mortalité est celle de 2013-2015 ;
- le taux annuel de revalorisation des salaires est calculé par tranche d'âge. Pour chaque tranche d'âge, le taux retenu est la moyenne des taux constatés dans le groupe sur les trois dernières années : de 3,8% (de 20 à 30 ans), à 2,6% (de 31 à 40 ans), 2,1% (de 41 à 50 ans), 1,1% (de 51 à 60 ans) puis constant ;
- les taux de turnover tiennent compte de tous les départs qu'ils soient à l'initiative de l'employé ou de l'employeur. Le turnover est calculé par tranche d'âge et pour chaque tranche d'âge, le taux retenu est la moyenne des taux constatés dans le groupe sur les trois dernières années : 14,7% (20-24 ans), 29,7% (25-29 ans), 32,3% (30-34 ans), 27,2% (35-39 ans), 27,0% (40-44 ans) ; 26,3% (45-49 ans) ; 15,8% (50-54 ans) ; puis 3% (55 ans), 2% (56-58 ans), 1% (59-60 ans), 0% (61 ans et plus) ;

L'engagement du groupe vis-à-vis de ses salariés est majoré de 46% de charges sociales.

Le taux d'actualisation retenu est de 1,20% (taux OAT 20 ans) contre 1,30% au 31 décembre 2017.

20) Autres passifs non courants

	30.06.2018	31.12.2017
Part à plus d'un an du complément de prix INVENTCOMMERCE	616	615
Part à plus d'un an du complément de prix STAR REPUBLIC	239	1.968
Part à plus d'un an du complément de prix OSUDIO	1.854	1.854
Valorisation des options d'achat STAR REPUBLIC	1.034	582
Valorisation des options d'achat OSUDIO	11.153	10.865
Autres passifs non courants	14.896	15.884

Les options d'achat des titres OSUDIO HOLDING BV sont exerçables par tiers en 2019, 2020 et 2021. Les options d'achat des titres STAR REPUBLIC sont exerçables en 2021 et 2022.

21) Autres dettes courantes

	30.06.2018	31.12.2017
Avances et acomptes reçus	1.022	1.007
Personnel et organismes sociaux	23.311	29.383
Etat, hors impôt sur les sociétés	22.896	24.057
Autres dettes diverses	373	1.864
Produits constatés d'avance	6.769	11.980
Autres dettes et comptes de régularisation	54.371	68.291

Les produits constatés d'avance correspondent aux prestations facturées dans le cadre des contrats à long terme qui excèdent les prestations produites et valorisées à l'avancement.

La valeur de marché des autres dettes n'est pas différente de leur valeur comptable.

22) Contrats de location

Analyse des droits d'utilisation par catégorie de biens sous-jacents

	31.12.2017	Première application	Entrée d'actifs	Résiliations	30.06.2018
Immobilier		31.374	1.915		33.289
Equipements informatiques		4.177	530		4.707
Véhicules		5.065	761		5.826
Valeurs brutes	-	40.616	3.206	-	43.822
Amortissements :					
Immobilier		-5.267	-1.915		-7.182
Equipements informatiques		-2.537	-571		-3.108
Véhicules		-2.054	-777		-2.831
Valeurs nettes	-	30.758	-57	-	30.701

Analyse des obligations locatives par catégorie de biens sous-jacents

	31.12.2017	Première application	Entrée d'actifs	Remboursements	Charge d'intérêts	Résiliations	30.06.2018
Immobilier		26.177	1.899	-678	-307		27.398
Equipements informatiques		1.665	516	-553	-32		1.628
Véhicules		3.046	759	-775	-37		3.030
Valeurs nettes	-	30.888	3.174	-2.006	-376	-	32.056

23) Engagements financiers hors bilan et litiges en cours

Les engagements hors bilan et les litiges en cours sont identiques à ceux décrits dans le document de référence 2017 déposé auprès de l'autorité des marchés financiers en date du 26 avril 2018.

SQLI Maroc subit actuellement un contrôle fiscal en matière d'impôt sur le revenu, IS et TVA portant sur les exercices 2014 à 2017. L'état d'avancement de ce contrôle ne permet pas d'évaluer un risque fiscal au 30 juin 2018.

24) Taux des devises

Devises	Taux moyen 1 ^{er} semestre 2018	Taux au 30.06.2018	Taux moyen 2017	Taux au 31.12.2017
CHF	1,1696	1,1569	1,1115	1,1702
MAD	11,2430	11,0788	10,9699	11,2218
GBP	0,8797	0,8861	0,8761	0,8872
ZAR	14,8904	16,0484	15,0434	14,8054
SEK	10,1522	10,4530	9,6917	9,8438

6- Information sectorielle

Les informations financières relatives aux secteurs opérationnels figurent dans le tableau ci-après et sont établies selon les mêmes règles et méthodes comptables que celles utilisées pour l'établissement des comptes consolidés :

	30.06.2018		31.12.2017	
	Chiffre d'affaires	Résultat opérationnel courant	Chiffre d'affaires	Résultat opérationnel courant
France	75.538	535	149 586	8 026
Suisse	16.106	2.374	31 600	702
Europe du Nord	22.463	2.130	26 470	1 381
Autres	1.822	272	4 304	770
Total	115.929	5.311	211 960	10 879

7- Evènements postérieurs à la date de clôture

Aucun évènement intervenu postérieurement à la clôture ne vient modifier la lecture des comptes clos au 30 juin 2018.

8- Parties liées

Les accords conclus entre les parties liées ont été identifiés dans les états financiers consolidés du 31 décembre 2017 et figurent dans le document de référence 2017 déposé auprès de l'autorité des marchés financiers en date du 26 avril 2018.

Aucune autre transaction significative n'a été conclue au cours du semestre.

9- Facteurs de risques

Les facteurs de risques tels que présentés dans le document de référence publié par la société et déposé auprès de l'autorité des marchés financiers en date du 26 avril 2018 n'ont pas subi d'évolutions sensibles au cours du semestre écoulé.

**III – RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE
SEMESTRIELLE**

SQLI

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2018

**Rapport des commissaires aux comptes
sur l'information financière semestrielle**

Exco Paris Ace
5, avenue Franklin Roosevelt
75008 Paris
S.A. au capital de € 2.250.400

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Paris

ERNST & YOUNG et Autres
1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie - Paris-La Défense 1
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

SQLI

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2017

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires de la société SQLI,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société SQLI, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note E.2 « Principes comptables » de l'annexe des comptes semestriels consolidés résumés qui expose les impacts :

- de la première application de la norme IFRS 9 « Instruments financiers » ;
- de la première application de la norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients » ;
- de l'application par anticipation de la norme IFRS 16 « Contrats de location ».

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris et Paris-La Défense, le 4 octobre 2018

Les Commissaires aux Comptes

Exco Paris Ace

ERNST & YOUNG et Autres

Alain Auvray

Jean-Christophe Pernet

IV – ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes semestriels résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restant de l'exercice.

La Plaine Saint Denis, le 4 Octobre 2018,

Didier Fauque
Directeur Général